Alliance pour le Climat et le Développement

NOTE D'ORIENTATION

Septembre 2011

Définir le développement compatible avec le climat

Messages clés

- Les changements climatiques présentent des menaces et des opportunités pour le développement. Le développement compatible avec le climat cherche à réduire ces menaces au minimum et à porter les opportunités au maximum.
- Il s'agit d'une riposte à un nouveau paysage du développement constitué de risques, d'incertitudes et de schémas en mutation en matière d'innovation, de production et de commerce.
- Les décideurs doivent promouvoir la croissance et le développement social tout en développant la résilience face au climat, en réduisant les émissions ou en les maintenant à un niveau faible.
- À moins que les décideurs n'intègrent les stratégies d'atténuation des émissions, d'adaptation et de développement, ils ne profiteront pas des gains d'efficacité et risquent d'adopter des stratégies qui parviennent à résoudre un problème mais en aggravent d'autres.

Auteurs :

Dr Tom Mitchell
Chef du Programme sur les changements climatiques, l'environnement et les forêts, Overseas Development Institute

Simon Maxwell CBE
Conseiller principal en recherche, Overseas Development Institute, et président exécutif, CDKN.

Le « développement compatible avec le climat » est une forme de développement qui réduit au minimum les effets négatifs des impacts climatiques, tout en portant au maximum les nombreuses opportunités de développement humain offertes par un avenir plus résilient caractérisé par de faibles émissions. Les changements climatiques et les ripostes données à ce phénomène ont pour effet de modifier les schémas de l'innovation, du commerce, de la production, de la distribution démographique et du risque, et ce de manières complexes. Cela donne lieu à un nouveau paysage du développement pour les décideurs, qui doivent encourager et maintenir la croissance économique et le développement social en présence de multiples menaces et incertitudes, tout en réduisant les émissions ou en les maintenant à un niveau faible.

Parce qu'il s'attaque aux défis en présence, le développement compatible avec le climat va au-delà de la séparation traditionnelle entre les stratégies d'adaptation, d'atténuation des émissions et de développement. Il met plutôt l'accent sur des stratégies climatiques qui englobent les buts de développement et sur des stratégies de développement qui intègrent les menaces et opportunités que présente un climat en évolution. Par conséquent, il annonce une nouvelle génération de processus de développement qui protègent le développement des impacts du climat (développement résilient au climat) et réduisent ou maintiennent les émissions à un faible niveau sans pour autant compromettre les objectifs de développement (développement accompagné de faibles émissions). Le développement compatible avec le climat va encore plus loin en demandant aux décideurs d'envisager des stratégies « gagnantes sur trois tableaux » ou « *triple win* » qui aboutissent à des émissions faibles, renforcent la résilience et favorisent le développement simultanément.

Les changements climatiques soulèvent des questions fondamentales pour les décideurs (encadré 1). Comment, par exemple, l'agriculture accompagnée de faibles émissions peut-elle nourrir 9 milliards de personnes, alors que pèsent sur elle les menaces que sont la pénurie d'eau, les catastrophes liées aux phénomènes météorologiques et l'expansion des superficies consacrées aux cultures destinées à la production de biocarburants ? Comment la pauvreté énergétique de 1,3 milliard de personnes peut-elle être réduite sans augmenter les émissions ? Comment peut-on renforcer la résilience face à des crises alimentaires, de carburant et financières à répétition, à une incertitude croissante et à l'amenuisement des ressources ? Tandis que les impacts des changements climatiques se font cruellement sentir et que les scénarios futurs du réchauffement planétaire prennent une tournure de plus en plus grave, des changements transformationnels sont inéluctables pour tous les pays. Selon différentes combinaisons, les pays vont devoir :

- assurer leur croissance et réduire la pauvreté tout en émettant moins ou en maintenant les émissions à un niveau faible
- trouver des moyens de s'adapter à des températures et un niveau de la mer plus élevés et à des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents
- s'adapter à la fluctuation des prix internationaux, par exemple du fait de la hausse des coûts de transport
- saisir les occasions qui se présentent avec l'ouverture de nouveaux marchés, par exemple celui du piégeage du

« Le développement compatible avec le climat, ce n'est pas seulement une question technocratique – il s'agit de transformer les voies de développement pour s'attaquer de front au problème du climat. »

Encadré 1 : Menaces climatiques

Il sera maintenant extrêmement difficile de limiter le réchauffement planétaire à moins de 2 °C. Cette cible représente l'augmentation maximale possible avant que les impacts des changements climatiques ne prennent des proportions catastrophiques et elle figure dans l'Accord de Copenhague de 2009. À ce jour, les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre pris par les pays suggèrent des augmentations de température oscillant entre 2,9 °C et 4,4 °C d'ici à 2100 (Climate Action Tracker 2010). Pour arriver à la cible de 2 °C, il faudrait réduire les émissions mondiales de 4% par an si l'action commençait dès maintenant et de beaucoup plus si elle était retardée.

Bien qu'il incombe aux pays riches de réduire la plus grande partie des émissions, même les pays les plus pauvres devraient envisager d'abaisser l'intensité carbone de leurs économies respectives, étant donné les enjeux en présence et les occasions de développement à leur disposition s'ils prennent ce chemin. Quoi qu'il en soit, les décalages qui surviennent dans le système climatique mondial font que les réductions des émissions, si importantes soient-elles, n'empêcheront pas les changements climatiques au cours des quelques décennies à venir (GIEC 2007).

Les impacts actuels à court terme des changements climatiques englobent l'élévation du niveau de la mer, des vagues de chaleur plus fortes et une pluviosité plus intense, ainsi qu'une réduction de l'eau disponible et des rendements de l'agriculture pluviale. Les stratégies mises en œuvre par les pays pour se développer et maintenir les émissions à un niveau faible devront accroître la capacité à s'adapter à ces impacts.

carbone ou celui des nouvelles technologies d'énergies renouvelables
- jouer un rôle actif dans les institutions internationales, tandis que de nouveaux accords climatiques sont forgés et de nouveaux mécanismes financiers établis.

Il est difficile de parvenir à un développement compatible avec le climat qui puisse relever tous ces défis, et ce du fait d'un certain nombre de facteurs, dont : les difficultés rencontrées pour prédire l'échelle et le calendrier des changements, ou les gagnants et les perdants potentiels de chaque décision dans les différents secteurs, régions, groupes sociaux et générations ; l'inaptitude à établir un prix du carbone et les fluctuations des prix ; et le besoin de stratégies qui englobent plusieurs décennies au lieu d'un seul cycle politique.

Un nouveau paysage du développement

Le développement compatible avec le climat annonce un nouveau scénario de développement – un scénario caractérisé par l'évolution des schémas d'innovation, de production et de commerce liés aux ripostes au climat et aux risques et incertitudes dans les domaines de la finance, des catastrophes, des conflits et du climat, à une échelle sans précédent. Le financement climatique, par exemple, est un aspect fondamental de ce nouveau scénario et il signale une nouvelle relation mondiale, influencée par le principe du « pollueur payeur » plutôt que par des motivations caritatives. Il suppose : des structures de gouvernance conçues pour assigner de l'argent en privilégiant les pays en développement ; la résistance à l'utilisation des règles et conditions classiques de l'aide humanitaire ; de nouvelles lignes de redevabilité à l'égard de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) plutôt qu'à l'égard des « donateurs d'aide » classiques ; et des exigences émanant des pays en développement qui souhaitent pouvoir accéder directement au financement, sans devoir passer par des intermédiaires.

Il s'agit d'une épreuve importante pour les décideurs du monde entier, qui doivent gérer ces changements tout en encourageant et maintenant une croissance et un développement social résilients et basés sur des émissions faibles. Il est nécessaire d'employer des stratégies qui renforcent le consensus national à long terme autour de cibles convenues et des politiques générales sensibles au risque et à l'incertitude, conformes aux accords internationaux et politiquement responsables (Hedger et Sharma 2010 ; Kaur et Ayers 2010). Bien que des stratégies et politiques de ce type commencent à figurer dans des documents portant sur le climat comme les Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) et les Mesures d'atténuation adaptées au pays (MAAP), leur pleine intégration dans des plans et cadres budgétaires nationaux et des mécanismes de coordination potentiels est cruciale, car le développement compatible avec le climat doit être en interface avec tous les secteurs et englobera des mesures de réglementation, ainsi que des mesures fiscales.

Comme il reconnaît les menaces et les opportunités présentées par les changements climatiques, le développement compatible avec le climat suppose la fusion de stratégies qui, jusqu'ici, ont eu tendance à fonctionner en vase clos (figure 1) et l'évaluation de la manière de faire avancer ces stratégies pour, éventuellement, les conjuguer est un élément absolument essentiel de cette forme de développement. Les sections suivantes développent chacune de ces stratégies et leurs intersections potentielles.

Stratégies d'atténuation des émissions

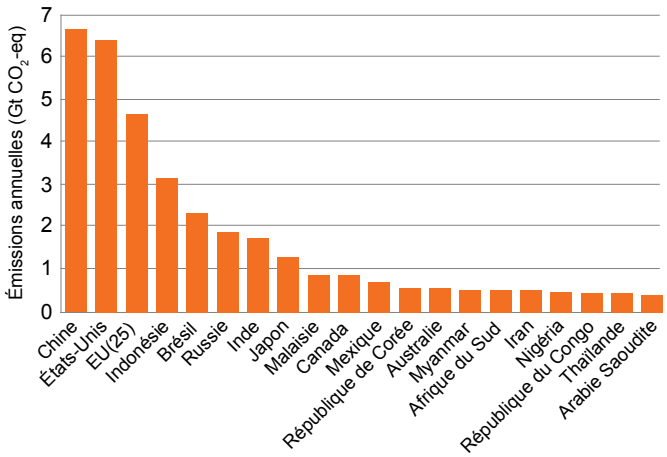
L'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES) suppose d'utiliser moins d'énergie, de générer une plus grande quantité d'énergie à partir de sources à faibles émissions, de protéger les puits de carbone comme les forêts, d'encourager la mise au point de technologies engendrant de faibles émissions et de proposer des moyens incitatifs pour décourager les investissements dans des activités à émissions élevées. Les stratégies d'atténuation des émissions englobent presque tous les secteurs, en particulier les secteurs de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, des forêts et des transports. Cela crée des choix pour les décideurs concernant la part d'émissions de chaque secteur et les options d'investissement dans la croissance économique.

La réduction des émissions de GES ne constitue pas une priorité dans les pays à faible revenu qui sont ceux qui ont le moins contribué aux changements climatiques. Toutefois, lorsque l'on

Figure 1 : Développement compatible avec le climat

Source : Adapté de Zadek, 2009, et communication interne avec des membres du personnel du Département britannique pour le développement international

Figure 2 : Les 20 principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, vers 2004



Source : CCNUCC (2007), Gouvernement de l'Australie (2008), Institut des ressources mondiales (2008)

tient compte de l'exploitation forestière et des changements dans l'affectation des terres, les émissions de pays comme l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar et la République démocratique du Congo deviennent beaucoup plus significatives (voir la figure 2) et l'on comprend pourquoi l'initiative REDD+ (voir l'encadré 2) occupe une place si importante dans les politiques internationales sur les changements climatiques.

Toutefois, les politiques internationales d'atténuation des émissions créent à la fois des menaces et des opportunités pour les pays en développement (Peskett 2010). La réduction des émissions et la protection des puits de carbone sont relativement peu coûteuses dans les pays pauvres ; en outre, les marchés internationaux et les investissements publics et privés proposent des moyens incitatifs pour les transitions vers un faible niveau d'émissions ou pour maintenir les émissions à un niveau bas (encadré 2). Cependant, les pays pauvres doivent veiller à ce que les moyens incitatifs donnent aussi lieu à des avantages sur le plan du développement et de la réduction de la pauvreté. C'est là la base du développement accompagné de faibles émissions (voir la figure 1), dans lequel le développement et les stratégies d'atténuation des émissions présentent une intersection. Toutefois, il n'existe qu'une quantité limitée de données systématiques qui indiquent que le fait de passer d'émissions importantes à des stratégies de développement qui réduisent les émissions ou les maintiennent à un niveau faible entraîne une réduction de la pauvreté ou des avantages de développement plus larges.

Les connaissances sont encore lacunaires quant à la manière de rendre les stratégies de réduction des émissions résilientes aux changements climatiques, une condition sine qua non de l'obtention des « co-avantages » présentés à la figure 1. Par exemple, les projets d'hydroélectricité sont-ils durables malgré des précipitations moins importantes ? Les installations nucléaires devraient-elles être construites au niveau de la mer ? Si elles intensifient la production du secteur agricole, les mesures visant à réduire les émissions ont-elles pour effet d'enfermer les familles dans des moyens d'existence plus risqués et moins divers ?

Stratégies d'adaptation

Les stratégies d'adaptation renforcent et mettent en œuvre des mesures visant à réduire, modérer et exploiter les impacts du climat à toutes les échelles. Les stratégies de ce type peuvent chercher à : créer des degrés élevés de diversité économique et de moyens d'existence ; promouvoir les compétences, l'apprentissage et l'innovation ; réduire la dépendance envers les

Encadré 2 : Développement pro-pauvres accompagné de faibles émissions au Guyana

La Stratégie de développement bas carbone de 2009 du Guyana est axée sur des paiements visant à préserver sa forêt humide grâce au mécanisme de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+). Les paiements seront utilisés pour investir dans des sources d'énergie propre (en particulier l'hydroélectricité), l'adaptation liée aux inondations, et le développement des économies villageoises, y compris le renforcement des soins de santé et du secteur de l'éducation.

D'ici à 2020, le Guyana prévoit de développer ses propres infrastructures économiques bas carbone, d'augmenter le nombre d'emplois dans les secteurs économiques bas carbone et de trouver de nouvelles possibilités de réduction de la pauvreté pour les populations tributaires des forêts et les autres communautés autochtones.

Cette stratégie de développement bas carbone est peut-être la plus progressive qui ait été préparée par un pays à faible revenu et elle a joui d'un robuste leadership national, d'une relation de financement bilatéral clé avec la Norvège et du soutien du Fonds de partenariat pour le carbone de la Banque mondiale.

Source : Ellis *et al*. (2009) *Policies for Low Carbon Growth*, document de discussion de l'ODI

services écosystémiques ; réduire l'inégalité ; et veiller à ce que les processus de prise de décisions à des niveaux multiples soient bien connectés et fassent participer tous les groupes de parties prenantes.

Parmi les exemples pratiques, on peut citer l'investissement dans la réduction des risques de catastrophe, la création de mesures de protection de la sécurité alimentaire lorsque les sécheresses entraînent la hausse des prix des produits alimentaires ou le développement d'une capacité plus importante d'entreposage de l'eau pour pouvoir faire face à l'évolution du régime des pluies.

L'adaptation et le développement présentent naturellement un chevauchement, puisque les stratégies sensibles au climat pour la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté sont cruciales pour l'adaptation. Ce chevauchement est connu sous le nom de développement résilient au climat, lequel est défini comme une forme de développement dotée de la capacité d'absorber et de se relever rapidement des chocs et stress climatiques (figure 1). Dans ce contexte, la résilience décrit le degré de changement que peut subir un système donné, et la mesure dans laquelle il peut se réorganiser et renforcer sa capacité d'apprentissage et d'adaptation[1].

Il s'agit d'un changement par rapport au développement classique, car le développement résilient au climat met l'accent sur la complexité et l'incertitude et sur la manière dont la société peut apprendre et s'organiser afin de donner lieu à des transformations avantageuses et durables (encadré 3).

Il pourrait y avoir un processus en quatre étapes pour parvenir au développement résilient au climat. Dans un premier temps, les décideurs évalueraient les risques et incertitudes liés au climat. Deuxièmement, ils élaboreraient et évalueraient des mesures pour faire face à ces risques et incertitudes. Troisièmement, ils donneraient la priorité aux mesures les plus efficaces et, enfin, ils les intégreraient dans les stratégies de développement.

Les stratégies de développement résilient au climat peuvent nécessiter des investissements dans les infrastructures, comme les barrages et les défenses côtières. Il est important de réfléchir aux émissions relatives et aux impacts environnementaux potentiels des différentes options et de donner la priorité à celles qui n'accroissent pas les émissions de GES et ne nuisent pas à l'environnement. Là encore, ce point est important pour la protection des co-avantages possibles de l'établissement de liens entre les stratégies d'atténuation des émissions et celles d'adaptation (voir la figure 1).

Stratégies de développement

Les stratégies de développement doivent s'aligner sur les défis soulevés par un climat en évolution. En termes économiques, les changements, et les mesures de riposte connexes, ont pour effet de modifier les prix relatifs des intrants et des extrants, et les relations physiques entre les deux. Les possibilités de production et les prix changent donc pour les entreprises et les pays, ce qui détermine l'équilibre optimal sur le plan de l'utilisation des ressources et le mélange optimal des extrants. Les changements climatiques créent de nouveaux gagnants et perdants, à l'intérieur des pays et entre eux.

Les défis et opportunités de développement économique liés aux changements climatiques font que :

Encadré 3 : Renforcer la résilience face au climat en Bolivie

La Bolivie impute son manque de résilience face au climat à une capacité scientifique insuffisante pour assurer le suivi des changements climatiques, au manque de concentration sur la gestion des risques et à l'absence de diagnostic complet sur les vulnérabilités diverses, dans toutes les régions et dans tous les groupes sociaux et de pauvreté, ainsi qu'à l'absence d'une stratégie nationale pour le renforcement de la résilience face au climat ou d'un plan d'action relatif à la politique d'investissement.

La Bolivie est, toutefois, l'un des principaux pays du « Programme pilote sur la résilience face au climat » (*Pilot Programme on Climate Resilience* – PPCR), géré par la Banque mondiale. Cette année, le soutien apporté par le PPCR aidera la Bolivie à renforcer les systèmes de soutien pour l'information et la prise de décisions, à mettre au point un conseil national inter-agences sur les changements climatiques, à intégrer la gestion des risques dans un nouveau Plan de développement économique et social et à formuler des plans sectoriels et territoriaux afin de renforcer la capacité institutionnelle et les mécanismes d'apprentissage.

Source : « Fourteen developing countries advance on transformational climate action ». http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/Pilot_Programs

- Tous les exportateurs sont touchés par le coût croissant des transports ou par l'évolution de la relation de prix entre les types de transport. Ainsi, les stratégies de croissance axées sur l'exportation peuvent s'avérer moins intéressantes ou devoir être modifiées. Les économies insulaires qui dépendent du tourisme, par exemple, peuvent être négativement touchées par les coûts croissants du transport aérien. Il en va de même pour les stratégies agricoles impulsées par les exportations, comme la floriculture ou l'horticulture, lesquelles se heurtent également à l'incertitude du fait des changements de température mais aussi du volume et de la distribution des précipitations.
- Certains producteurs de pays en développement peuvent profiter de l'exploitation de la demande de biocarburants ou des occasions présentées par les moyens incitatifs du marché du carbone en vue de la conservation des forêts. Inversement, les pays dont l'économie a toujours été tributaire de l'exportation de sources d'énergie haut carbone, comme le pétrole et le charbon, peuvent être perturbés par l'évolution de la demande vers des carburants plus propres.
- Les technologies de réduction des émissions et d'adaptation connaissent un développement rapide, créant des occasions lucratives pour les innovateurs, des désavantages pour ceux qui tardent à les adopter et un éventuel tremplin technologique. L'innovation peut également créer des occasions liées aux nouvelles ressources. La demande d'une nouvelle génération de piles, par exemple, est une bonne nouvelle pour l'industrie bolivienne du lithium.

Ces impacts économiques directs et indirects des changements climatiques sur le développement signifient que les décideurs doivent réfléchir au caractère approprié de différentes stratégies de croissance économique et, dans de nombreux cas, déterminer la manière d'encourager et de réglementer les transitions vers un faible taux d'émissions, l'innovation technologique et le développement des compétences. Les stratégies de développement, qu'elles chevauchent ou non les stratégies d'atténuation des émissions ou d'adaptation, doivent reconnaître les menaces et opportunités présentées par le nouveau paysage du développement lié au climat.

Stratégies de développement compatible avec le climat

Les stratégies de développement compatible avec le climat cherchent à réduire les émissions ou à les maintenir à un niveau faible, à promouvoir le développement et à renforcer la résilience simultanément. Dans certains cas, les stratégies de développement compatible avec le climat peuvent être mises en œuvre par l'intermédiaire de projets ou programmes individuels ou bien elles peuvent exiger que les décideurs parviennent à équilibrer les priorités dans tous les secteurs et les régions afin d'atteindre le même but. Ainsi, bien que le développement agricole renforce la résilience mais aboutisse à des augmentations nettes sur le plan des émissions, cet effet est compensé par une réduction des émissions plus importante et durable dans le secteur énergétique. Les différents programmes de développement compatible avec le climat pourront englober la distribution d'une énergie renouvelable qui favorise la santé en réduisant la dépendance envers le brûlage de charbon et qui offre des occasions de diversification des moyens d'existence. De plus, les programmes de protection sociale basés sur l'argent en échange de travail (comme le Programme national de garantie d'emploi en milieu rural en Inde) peuvent encourager les populations à travailler sur des projets locaux d'adaptation et d'atténuation des émissions. À plus grande échelle, l'isolation des logements et des bâtiments commerciaux peut réduire les émissions, créer des emplois écologiques et renforcer la résilience face aux extrêmes de chaleur.

Lors de l'évaluation des options « *triple win* » de développement compatible avec le climat, les décideurs voudront connaître les avantages relatifs par rapport aux coûts de différentes stratégies et savoir s'il y aura des gains d'efficacité considérables si elles sont conjuguées. Ce processus d'évaluation doit par ailleurs tenir compte des concessions potentielles entre les ripostes de politique générale données aux changements climatiques, comme la construction d'infrastructures d'énergies renouvelables au niveau de la mer ou sur des pâturages d'éleveurs ou l'autorisation d'une utilisation accrue de la climatisation pour s'adapter aux températures croissantes si l'électricité est générée par des centrales alimentées au charbon.

L'identification de ces concessions et la navigation dans le nouveau paysage du développement constituent un nouveau défi pour les décideurs, les praticiens et pour le débat public sur la manière d'atteindre les objectifs de développement. Il est évident que les défis sont complexes et techniques, mais le développement compatible avec le climat, ce n'est pas seulement une question technocratique – il s'agit de transformer les voies de développement pour s'attaquer de front au problème du climat. Étant donné la gravité des menaces et la richesse des opportunités, il n'y a pas de temps à perdre.

Recommandations

Pour parvenir au développement compatible avec le climat, les décideurs doivent :

- Mettre au point des systèmes de gouvernance nationaux et infranationaux, y compris une architecture législative et institutionnelle, des mesures de réglementation et de redevabilité qui puissent bénéficier de la combinaison des efforts en vue de réduire les émissions ou de maintenir les émissions à un niveau bas, de renforcer la résilience et de favoriser la croissance et le développement.
- Intégrer les mesures de renforcement de la résilience et de la réduction des risques dans les stratégies de développement et de croissance accompagnée de faibles émissions, et ce à toutes les échelles.
- Veiller à ce que les transitions vers la croissance résiliente accompagnée de faibles émissions présentent des avantages considérables pour les personnes pauvres.
- Reconnaître les menaces et les opportunités associées à un nouveau paysage du développement international lié au climat et planifier en conséquence.

Références et notes

Références

Climate Action Tracker (2010) Climate Action Tracker Update, Ecofys, Climate Analytics et PIK. Accessible en ligne : http://www.climateactiontracker.org

Ellis, K., Baker, B. et Lemma, A. (2009) Policies for Low Carbon Growth. Rapport de recherche de l'ODI, ODI, 81 pages.

GIEC (2007) Sommaire du quatrième Rapport d'évaluation du Groupe de travail II à l'intention des décideurs.

Gouvernement de l'Australie (2008) « The Garnaut Climate Change Review » basé sur CCNUCC (2007) Données 2004 pour les États-Unis, l'UE(25), la Russie, le Japon et le Canada ; Département du changement climatique (2008) Données 2004 pour l'Australie (à partir du mode de comptabilisation de la CCNUCC) et Institut des ressources mondiales (2008) pour les autres pays (données de 2000 sauf pour les émissions de CO_2 émanant de combustibles fossiles, qui sont pour 2004). Le rapport est disponible en ligne : http://www.garnautreview.org.au/chp3.htm

Hedger et Sharma (2010) « Moving forward on climate change planning: Lessons from Orissa ». Note d'orientation de CDKN.

Kaur et Ayers (2010) « Planning climate compatible development: Lessons from experience ». Note d'orientation de CDKN.

Peskett (2010) « Is REDD+ an opportunity to support climate compatible development? ». Note d'orientation de CDKN, révisée en 2011.

Zadek, S. (2009) « Catalyzing Low Carbon Growth and Development ». Présentation disponible grâce à Project Catalyst and AccountAbility en ligne : http://www.accountability21.net/uploadedFiles/AccountAbility_Climate_Competitiveness_Brasil_300909.pdf [consulté le 10 novembre 2010].

Notes

1. Living with Environmental Change programme 'resilient development in social science ecological systems'. Disponible en ligne : http://www.lwec.org.uk/activities/resilient-development-social-science-ecological-systems [consulté le 27 octobre 2010].

Qu'est-ce que l'Alliance pour le Climat et le Développement ?

Nous sommes une alliance de six organisations non gouvernementales et privées actives dans quatre continents. Notre équipe englobe des climatologues, des chercheurs, des économistes, des consultants, des chefs de projets et des directeurs régionaux. Notre réseau est en mesure d'apporter un soutien par l'intermédiaire des organisations de l'Alliance, mais il peut également se procurer les meilleurs services des quatre coins du monde.

Quel soutien l'Alliance peut-elle apporter aux pays en développement ?

L'Alliance pour le Climat et le Développement peut aider les décideurs des pays en développement en leur apportant un soutien dans quatre domaines décrits ci-dessous : recherche, assistance technique, diffusion de connaissances et partenariats.

Nous identifierons les lacunes et les priorités clés en matière de recherche et commanditerons de nouveaux travaux de **recherche** appliquée pertinents sur le plan des politiques générales qui répondront directement aux exigences des décideurs des pays en développement. L'accent sera porté, dans la mesure du possible, sur le renforcement des capacités de recherche des établissements de recherche et des experts locaux.

Notre programme d'**assistance technique** fournira un soutien technique sur mesure et déterminé par la demande aux gouvernements des pays en développement et aux autres décideurs pour :

- augmenter l'intégration de la croissance bas carbone et résiliente au climat dans la formulation, la planification et la mise en œuvre des politiques générales
- accroître la capacité institutionnelle pour mobiliser un financement des changements climatiques en vue d'obtenir l'impact maximum
- augmenter la coordination entre décideurs de divers secteurs et pays afin de mettre en œuvre des activités de développement compatible avec le climat

La **diffusion des connaissances** efficace constitue un pilier fondamental de l'Alliance. Nos travaux s'adapteront aux exigences émanant des pays. Nous comblerons les lacunes et tisserons des liens avec des initiatives existantes, au lieu de créer des doublons. Nous exploiterons au mieux les plus récents outils de communication, organiserons des rencontres en personne et aurons recours aux formats papier, vidéo et autres pour toucher différents publics.

Les **partenariats** sont essentiels pour l'Alliance. Dans tous nos travaux, nous chercherons à encourager et à soutenir les partenariats locaux, tout en fournissant un accès aux meilleures connaissances spécialisées possibles dans le domaine du changement climatique et du développement. Cette approche consistant à rassembler des particuliers et des organisations autour de questions ayant trait au développement compatible avec le climat viendra soutenir le renforcement des capacités dans les pays en développement.

Publications de CDKN

Hedger et Sharma (2010) « Moving Forward on Climate Change Planning: Lessons from Orissa ». Note d'orientation de CDKN.

Peskett (2010) « Is REDD+ an opportunity to support climate compatible development? ». Note d'orientation de CDKN, révisée en 2011.

Kaur et Ayers (2010) « Planning climate compatible development: Lessons from experience ». Note d'orientation de CDKN.

Comment CDKN peut-il aider les pays en développement ?

L'Alliance pour le Climat et le Développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN) a pour but d'aider les décideurs des pays en développement à concevoir et à mener un développement compatible avec le climat.

Pour ce faire, nous proposons des travaux de recherche entrepris en fonction de la demande, ainsi qu'une assistance technique, et nous canalisons les meilleures connaissances disponibles sur les changements climatiques et le développement afin de soutenir les processus de politique générale au niveau des pays.

Alliance pour le Climat et le Développement

Overseas Development Institute

www.cdkn.org **Courriel : enquiries@cdkn.org** **Tél: +44 (0) 207 212 4111**

Ce document est le résultat d'un projet financé par le Département britannique pour le développement international (Department for International Development – DFID) dans l'intérêt des pays en développement. Cependant, les points de vue et les informations qu'il renferme ne sont pas forcément ceux que partage ou appuie le DFID, de sorte que celui-ci ne sera pas tenu responsable desdits points de vue ou informations, ni de toute action entreprise sur leur base. Cette publication a purement été élaborée en vue de fournir une orientation sur des aspects intéressants et ne saurait constituer une source de conseils professionnels. Il vous est déconseillé de prendre des mesures sur la base des informations contenues dans la présente publication sans vous procurer des conseils professionnels précis au préalable. Aucune déclaration ni garantie (expresse ou implicite) n'est donnée quant à l'exactitude ou au caractère complet des informations contenues dans cette publication et, dans la mesure de ce qu'autorise la loi, les membres de l'Alliance pour le Climat et le Développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN), le Département britannique pour le développement international (« DFID »), leurs conseillers et les auteurs et distributeurs de la présente publication n'acceptent ni n'assument aucune responsabilité ni devoir de diligence concernant toute conséquence, pour vous-même ou tout tiers, d'actions entreprises ou d'inaction sur la base des informations contenues dans la présente publication ou pour toute décision basée sur elles.

Copyright © 2011, Alliance pour le Climat et le Développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN). Tous droits réservés.

Imprimé sur du papier recyclé